

RESUME

Lors de son développement, l'entreprise peut être amenée à avoir une activité au **plan communautaire ou international**. Dans ce cas, elle sera soumise à des règles particulières concernant l'imposition de ses bénéfices mais également concernant ses obligations en termes de TVA.

En matière d'**impôt sur les sociétés**, on applique le principe de la **territorialité de l'impôt**. Est soumis à l'IS tout bénéfice réalisé en France quelle que soit la nationalité de l'entreprise.

Ce principe s'applique différemment selon qu'existe ou non une convention fiscale bilatérale signée entre les États concernés. En l'absence de convention fiscale, il faut déterminer si l'activité génératrice de bénéfices exploitée à l'étranger est indépendante de celle exploitée en France. Autrement dit, se pose la question du rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger.

La jurisprudence vérifie si cette activité répond aux critères de l'établissement stable, du représentant dépendant mais autonome ou du cycle commercial complet. Si c'est le cas, alors les bénéfices réalisés par cet établissement seront imposés dans l'État où il se trouve. Sinon, ils seront ajoutés aux bénéfices réalisés par l'entreprise.

Lorsqu'existe une **convention fiscale bilatérale**, il suffit de l'appliquer. Les États signataires se mettent d'accord sur les règles de répartition des bénéfices réalisés en fonction des impôts concernés. L'objectif de ces conventions est d'éviter toute double imposition par l'application de la méthode de l'exonération ou de celle de l'imputation.

Afin d'éviter certaines dérives du fait de ce principe de territorialité donnant lieu à de l'évasion fiscale et des situations de fraudes, **des dérogations ont été prévues**.

Ainsi, les **pays à fiscalité privilégiée** et les États et territoires non coopératifs sont soumis à des règles fiscales plus contraignantes. En termes d'imposition des bénéfices, ceux réalisés dans ces États seront automatiquement soumis à l'impôt en France, sauf à justifier de l'installation dans ces États pour un motif autre que fiscal.

Pour la même raison, les **conventions de prestations de service** signées entre entreprises d'un même groupe sont soumises à une surveillance renforcée de l'administration fiscale afin d'éviter tout transfert indirect de bénéfices.

En matière de **TVA**, le **principe de la territorialité** diffère selon l'objet du contrat : livraison de biens meubles corporels ou prestations de services.

Pour la **livraison de biens meubles corporels**, on distingue les relations avec des États tiers et les relations avec des États faisant partie de l'Union européenne. L'assujettissement à la TVA sera différent selon qu'il s'agit d'une exportation (ou livraison intracommunautaire) ou d'une importation (ou acquisition intracommunautaire).

Pour les **prestations de services**, le régime de TVA varie selon la qualité du preneur, assujetti ou non assujetti, situé en France, dans l'UE ou dans un État tiers. Il faut souligner l'existence de nombreux régimes dérogatoires en fonction de la prestation de service concernée.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 La SARL Informy et l'impôt sur les sociétés ⌘ 15 minutes

1. À quel impôt seront soumis les bénéfices réalisés en Espagne et au Maroc ?

Règle de droit

En cas d'impôt sur les sociétés, se pose la question du lieu d'imposition des bénéfices réalisés par la société lorsqu'une partie de son activité a lieu à l'étranger. En l'absence de convention fiscale, on applique le principe de territorialité de l'impôt. Les bénéfices réalisés en France sont soumis à l'impôt sur les sociétés, quelle que soit la nationalité de la société.

Le juge va devoir déterminer si les bénéfices réalisés à l'étranger par l'entreprise le sont en toute autonomie ou s'ils doivent être imposés en France. Pour ce faire, il va vérifier l'existence d'un établissement stable, d'un représentant dépendant et autonome ou d'un cycle commercial complet.

L'établissement stable nécessite un établissement permanent et autonome. Le représentant doit être autonome mais exercer son activité pour le compte de l'entreprise française.

Application au cas

Les ventes à destination de l'Espagne sont des exportations. Il n'y a ni établissement ni représentant installé en Espagne. Elles feront donc partie du bénéfice imposable en France.

Les ventes réalisées au Maroc l'ont été par l'intermédiaire d'un agent commercial indépendant. Il s'agit d'un représentant dépendant de la SARL Informy car il vend ses produits pour le compte de celle-ci. Cependant, il est autonome, ce n'est pas un salarié. Les bénéfices réalisés par cet agent au Maroc ne seront pas imposés en France mais déclarés sur place.

2. Que pouvez-vous répondre à ce dirigeant ?

Règle de droit

En cas de bénéfice réalisé à l'étranger, se pose la question de savoir s'ils doivent être déclarés en France ou s'ils seront imposés sur leur lieu de réalisation. Si l'entité ayant réalisé ces bénéfices est indépendante de l'entreprise située en France, alors ils ne seront pas imposés en France.

Cependant, ce principe de territorialité ne s'applique qu'à défaut de convention fiscale contraire. Ce type de convention a pour objet de décider que l'imposition aura lieu de façon exclusive dans l'État de résidence, dans l'État de source ou qu'il y aura un partage. Elle va également prévoir la méthode applicable afin d'éviter toute double imposition. Il existe deux méthodes : la méthode de l'exonération ou la méthode de l'imputation.

La méthode de l'exonération consiste à ne pas soumettre à impôt un bénéfice qui a déjà été imposé dans l'autre État de façon totale ou progressive. La méthode de l'imputation consiste à imposer le bénéfice dans les deux États mais à prévoir un crédit d'impôt en général limité à l'impôt de l'État de résidence.

Application au cas

En l'espèce, si la SARL Informy ouvre une succursale, celle-ci sera considérée comme étant un établissement autonome. Les bénéfices qui seront réalisés en Russie seront soumis à l'impôt russe et non à l'IS français. En revanche, si elle envoie régulièrement un agent commercial prospecter et signer des contrats, celui-ci ne sera pas un représentant autonome. Les bénéfices réalisés seront ajoutés à ceux réalisés en France et soumis à la fiscalité française.

La convention fiscale signée avec la Russie évite la double imposition. Si les bénéfices réalisés en Russie sont soumis à l'impôt français et à l'impôt russe, alors la convention mettra en place une règle qui évite cette double imposition. En l'espèce, la méthode du taux effectif permettra à la SARL Informy une prise en compte de l'imposition faite en Russie pour déterminer le taux d'imposition applicable en France, et inversement.

★★ EXERCICE 2 La SARL Duvé et sa déclaration de TVA ⌘ 25 minutes

Indiquez pour chacune des opérations précitées son régime au regard de la TVA.

Règle de droit

La territorialité de la TVA dépend de l'opération en cause. Il faut tenir compte de trois éléments :

- le lieu de la transaction : en interne, avec un pays communautaire, avec un État tiers ;
- le contenu de la transaction : livraison de biens meubles ou prestation de service ;
- la qualité des parties à la transaction : personne assujettie ou non assujettie.

De plus, certaines prestations de services sont soumises à un régime fiscal spécifique.

Application au cas

En l'espèce, la SARL Duvé est un assujetti à la TVA, fournissant des biens matériels et situé en France.

Le régime de TVA des opérations présentées est le suivant :

Opération en cause	Localisation des parties	Qualité des parties	Régime de TVA
1. Vente de duvets Livraison de biens meubles corporels	Livraison intracommunautaire avec Londres.	Entreprise assujettie et ayant un numéro d'identification.	Livraison exonérée de TVA en France. Présomption d'assujetti en raison du numéro d'identification.
	Livraison intracommunautaire avec l'Italie.	Personne non assujettie.	Livraison soumise à la TVA française car non assujetti.
	Exportation avec le Maroc.	Entreprise assujettie en fonction des règles marocaines.	Exportation exonérée de TVA en France.
2. Contrat de maintenance Prestation de service portant sur des biens meubles corporels	Preneur situé en France (SARL Duvé). Prestataire situé en Allemagne (société de maintenance).	Entreprises assujetties toutes les deux.	Régime dérogatoire non applicable car opération entre assujettis. Soumis à TVA car le preneur est assujetti, situé en France et la prestation est réalisée

			en France.
3. Contrat de location d'un véhicule de courte durée Séjour du dirigeant Prestation de service	Location de moyen de transport de personnes. Prestataire situé à Londres (loueur). Preneur situé en France (SARL Duvé).	Entreprises assujetties (par hypothèse).	Application de la dérogation car durée inférieure à 30 jours. Non soumis à TVA française car le moyen de transport est mis à disposition à Londres.
	Vente à consommer sur place.	Entreprises assujetties (par hypothèse).	Pas de TVA française car prestation exécutée à Londres.
4. Contrat de gardiennage Prestation de service	Services se rattachant à un immeuble. Preneur situé en France (SARL Duvé). Prestataire situé en Pologne.	Entreprises assujetties (par hypothèse)	Soumis à la TVA car immeuble situé en France et service ayant un lien étroit avec l'immeuble.